

Naturellement cela a été depuis quelque temps pour le parti libéral un sujet de prédilection, et je note en passant qu'il utilise la situation d'une manière pratique pour opérer cette réforme. Pendant la vacance, le ministre actuel des Travaux publics s'est servi d'un langage quelque peu fleuri, en disant que les membres de cette honorable Chambre valaient à peine la corde pour les pendre. Je vois que cette réforme s'accomplit graduellement par la nomination de libéraux aux vacances qui se produisent au Sénat. L'auteur de la proposition demandant l'adoption de l'Adresse est l'un des messieurs qui contribuent à opérer la réforme, et celui qui l'a secondé, en est un autre qui a été amené ici pour assurer le même résultat.

La principale partie de la réforme peut se formuler comme suit : lorsqu'un nombre suffisant de messieurs à convictions libérales seront introduits dans cette Chambre de manière à établir un équilibre entre les partis, ou même quelque chose de mieux au point de vue de la balance des forces respectives des tendances politiques, la réforme sera heureusement accomplie et nous n'entendrons plus guère parler de l'amélioration du Sénat.

Je félicite les deux honorables sénateurs qui ont proposé l'adoption de l'Adresse de la manière dont ils se sont acquittés de la tâche qui leur avait été confiée.

Je ferai remarquer à l'auteur de la proposition relative à l'Adresse qu'il était quelque peu dans l'erreur lorsqu'il a parlé de l'incontestable prospérité dont le pays jouit sous la présente Administration. Mon honorable ami a fait l'énoncé suivant :—

Nous avons de tous côtés la preuve que le Canada est prospère. Tout homme dans ce pays disposé à travailler peut trouver de l'ouvrage.

Il m'est arrivé de jeter ce matin un coup d'œil sur un journal très respectable et j'y ai lu le télégramme suivant daté de Toronto :—

Toronto, le 10 février. Cinq cents personnes appartenant à l'armée des sans-travail se sont réunies hier à l'hôtel de ville, et ont écouté des discours de plusieurs des membres de la troupe. Le spectacle de l'état pitoyable dans lequel étaient ces hommes aurait ému le cœur de tout ceux qui sont enclins à pratiquer la philanthropie. Le maire Shaw adressa la parole à la foule, et assura à ces hommes qu'il sympathisait avec leur infortune, mais qu'il ne pouvait pas s'engager pour le moment à leur procurer du travail. Il leur donna à espérer qu'il leur ferait avoir de l'emploi avant longtemps.

Le citoyen Atwood prononça un discours vigoureux au cours duquel il se plaignit du mauvais état des affaires et signala les besoins pressants des victimes du chômage.

Je signale simplement ce court alinéa à mon honorable ami qui a proposé l'adoption de l'Adresse afin qu'il ne laisse pas s'amoindrir le zèle avec lequel lui et ses amis proclament la prospérité du pays, car alors s'ils deviennent indifférents à cet égard, la misère dont je viens de lire une description pourrait peut-être s'aggraver quelque peu. Mon honorable ami me pardonnera de dissiper ainsi l'impression laissée dans son esprit, et qu'il a formulée dans son discours sur l'Adresse.

L'honorable sénateur qui a appuyé la proposition relative à l'Adresse paraît être tombé dans une erreur à peu près semblable sur la situation des affaires, quant à ce qui regarde l'emprunt Fielding mentionné dans le discours du Trône. Je constate que cet honorable sénateur est sous l'impression que cet emprunt fut placé au pair à raison d'un intérêt de deux et demi pour cent. Il est dit dans le discours du Trône que les obligations vendues par M. Fielding sur le marché de Londres ont été placées d'une manière très satisfaisante, d'où il suit que nous avons grandement raison de nous féliciter et d'être contents de l'excellent prix obtenu pour nos valeurs. Le discours du Trône contient le paragraphe suivant sur le sujet :—

L'emprunt récemment effectué a démontré que le crédit du Canada n'a jamais été si solide sur les marchés de l'Europe et nous donne fortement raison d'espérer que le poids des taxes pesant sur le peuple sera, dans un avenir rapproché, matériellement réduit en substituant un taux d'intérêt sur la dette publique moins élevé que le taux actuel.

Naturellement, l'énoncé que cet emprunt a été placé d'une manière satisfaisante implique, nul doute, le fait que mes honorables collègues ne perdent pas de vue, qu'il était nécessaire pour le parti libéral, après son arrivée au pouvoir, d'emprunter pas moins de quinze millions de piastres. C'est à peine si ces messieurs étaient au pouvoir depuis quinze mois qu'il leur fallut envoyer le ministre des Finances à Londres. Je ne dis pas que les finances du pays avaient à faire face à un déficit égal à ce montant, mais il est bien connu que l'écart entre la recette et la dépense s'élevait à environ deux ou trois millions de piastres au moment où M. Fielding se rendit à Londres, et après un examen de la situa-